



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale de la Protection
des Populations de Saone et Loire**

Unité Environnement
24 Boulevard Henri DUNANT
71000 MÂCON

MÂCON, le 08/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/04/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PALMID'OR BOURGOGNE

230 route de la Tramblyronne
71520 Trambly

Références : 2023-01741
Code AIOT : 0057101443

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/04/2023 dans l'établissement PALMID'OR BOURGOGNE implanté 230 route de la Tramblyronne 71520 Trambly. L'inspection a été annoncée le 13/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques : (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection avait pour objectif de vérifier la mise en oeuvre des mesures correctives demandées dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°DCL/BRENV/2022-123-1 du 3 mai 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PALMID'OR BOURGOGNE
- 230 route de la Tramblyronne 71520 Trambly
- Code AIOT : 0057101443
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Régime IC (A, E ou D) :	Rubrique(s) :	Capacité A, E ou D :
Autorisation	3641. Exploitation d'abattoirs	70 t/j
Enregistrement	2221. Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale	50 t/j
Déclaration	2662-3. Stockage de polymères	375 m³
Déclaration	4735. Ammoniac	620 kg

Déclaration	2921-b. Refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air	1650 kW
--------------------	---	---------

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Actions correctives demandées dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°DCL/BRENV/2022-123-1 du 3 mai 2023.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet. Il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les actions correctives demandées dans l'arrêté préfectoral n°DCL-BRENV-2022-123-1 du 3 mai 2022 ont été mises en oeuvre par l'exploitant. Néanmoins, concernant la défense extérieure contre l'incendie, aucun essai d'aspiration sur la nouvelle bâche de 660 m³ n'a été réalisé pour vérifier que le débit requis est atteint et le SDIS n'a pas encore effectué la reconnaissance initiale de cette installation. Il sera donc proposé à la signature du Préfet la levée de l'arrêté préfectoral sus-cité **sous réserve de :**

- la réalisation d'un test d'aspiration sur la bâche de 660 m³ et de sa conformité au débit requis (60m³/h pour chacune des 6 prises d'aspiration). Les justificatifs correspondants seront transmis à mes services.

- la confirmation par le SDIS de la conformité de l'installation de défense extérieure contre l'incendie lors de la visite de reconnaissance initiale.

2-3) Fiches de constats

N° 1 : Défense extérieure contre l'incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 03/05/2022, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : - S'assurer que le poteau incendie interne dispose d'une aire de stationnement identifiée - Mettre en conformité la défense externe contre l'incendie (débit de 450 m ³ /h non assuré par les dispositifs en place)
Constats : Le poteau incendie situé à proximité des locaux administratifs à l'intérieur du site, dispose désormais d'une aire de stationnement correctement identifiée et non obstruée. Le site est couvert par deux poteaux incendie DN 100 au débit requis de 60 m ³ /h. Une mesure de débit simultané a été réalisé le 7 avril 2022. Concernant la défense extérieure contre l'incendie, l'exploitant a finalement souhaité conserver la bâche de 900 m ³ disposant d'un seul poteau d'aspiration (DN 100 avec débit de 60m ³ /h) et ajouter au niveau du bâtiment chevreaux une deuxième bâche souple de 660 m ³ raccordée à trois poteaux DN150 muni chacun de deux prises d'aspiration. Cette bâche est protégée par une clôture. Les accès aux trois poteaux sont dégagés, des marquages au sol interdisent le stationnement à proximité. L'essai d'aspiration permettant de vérifier que le débit requis est atteint (débit unitaire de 60m ³ /h pour chacune des 6 prises d'aspiration) et la visite de reconnaissance initiale du SDIS n'ont pas été réalisés.
Type de suites proposées : Sans suite. La levée de l'arrêté préfectoral de mise en demeure sera proposée au préfet sous réserve de : - la réalisation d'un test d'aspiration sur la bâche de 660 m ³ et de sa conformité au débit requis (60m ³ /h pour chacune des 6 prises d'aspiration). Les justificatifs correspondants seront transmis à mes services. - la confirmation par le SDIS de la conformité de l'installation de défense extérieure contre l'incendie lors de la visite de reconnaissance initiale.
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Protection personnel (ammoniac)

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 05/05/2022, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Ammoniac
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : - Mettre à disposition de toute personne susceptible d'intervenir en cas de sinistre, une réserve d'appareils respiratoires d'intervention (dont des masques autonomes isolants) dans au moins deux secteurs protégés de l'établissement et en sens opposé selon la direction des vents.
Constats : 2 masques autonomes isolants ont été mis à disposition : l'un au niveau des bureaux et le deuxième au niveau du quai d'expédition.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Rétention

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 05/05/2022, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, eaux susceptibles d'être polluées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : - Mettre en place une zone de rétention des eaux susceptibles d'être polluées.
Constats : Les anciens lits plantés de roseaux ont été transformés en bassins de rétention des eaux susceptibles d'être polluées. Un poste de relevage a également été mis en place. Afin de sécuriser son fonctionnement, celui-ci sera relié à deux sources d'alimentation électriques : poste interne à l'établissement au niveau de la station de traitement des effluents et le poste de transformation situé à l'extérieur au niveau de la route. Procédure de rétention des eaux susceptibles d'être polluées transmise le 12/09/2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Installations électriques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 05/05/2022, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescriptions contrôlées : - Corriger toutes les anomalies relevées dans les comptes-rendu de vérification des installations électriques - Faire contrôler les dispositifs de protection de l'installation contre les effets de l'électricité statique et mettre en place les éventuelles actions correctives relevées avant le 31/08/2022
Constats : - L'exploitant a transmis le tableau de suivi des actions correctives demandées dans les rapports des contrôles électriques Q18 et Q19 de l'installation. Toutes les actions correctives ont été soldées. - L'APAVE a réalisé un diagnostic le 10 mai 2022. Des non-conformités nécessitant des actions correctives ont été signalées. Un plan d'actions détaillant l'avancée des mesures correctives a été transmis par l'exploitant le 16 juin 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Consommation d'eau

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 05/05/2022, article 1

Thème(s) : Autre, consommation d'eau

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

- Diminuer la consommation d'eau du site afin de respecter, pour l'activité d'abattage, une consommation maximale de 6l/kg de carcasse

Constats : Conforme

Tableau 5 : calcul du ratio L/kg de l'année 2022 des consommations d'eau liées aux opérations d'abattage

Abattoir	Abattoir canard	Abattoir lapin	Abattoir chevreaux
Hygiène	6	2	2
Nettoyage jour	62	6	1
Nettoyage nuit	24	9	12
Process	74	10	3
Consommation d'eau (m3/jour)	165	27	18
Nombre de jour travaillés 2022	248	194	79
Volumes d'abattage (kg carcasses) 2022	7052419	1362340	397059
Ratio (L/kg)	5,80	3,84	3,58
Ratio réglementaire (L/kg)	6	6	6

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 05/05/2022, article 1	
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux	
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet	
Prescription contrôlée : Respecter un débit maximal des eaux rejetées au milieu naturel de 285 m³/j conformément à l'article 18-1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2012170-0004 ou bien démontrer avec l'appui d'un bureau d'étude spécialisé, et sur la base d'une étude de compatibilité des rejets aqueux avec le milieu récepteur, qu'un débit supérieur peut être proposé sans compromettre l'état du milieu récepteur	
Constats : Une étude d'acceptabilité des rejets de la station d'épuration de l'installation par la BAIZE, réalisé par le bureau d'étude DEKRA INDUSTRIAL SAS, a été transmis à l'inspection en octobre 2022. L'étude	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites : Sans objet	

